



ANS D'INDÉPENDANCE

# Agence Togolaise de Presse

## BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

23 avril 2026

### INTEGRATION ECONOMIQUE :

## LE TOGO ACCUEILLE LA 3<sup>E</sup> EDITION DU FORUM « BIASHARA AFRIKA » EN MAI PROCHAIN

**Lomé, 23 avr. (ATOP)** – Le ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki a lancé, le mercredi 22 avril à Lomé, les préparatifs de la 3<sup>e</sup> édition du forum panafricain d'affaires « Biashara Afrika ». Cette rencontre de haut niveau se tiendra du 18 au 20 mai autour du thème : « Accélérer la transformation économique de l'Afrique grâce à la ZLECAf ».



*Le ministre Patoki livrant son message*



*Partenaires et journalistes*

L'annonce a été faite lors d'une conférence de presse ayant réuni les présidents des organisations consulaires et patronales, notamment la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo); le Conseil national du patronat (CNP) et l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET), des représentants du corps diplomatique et des partenaires techniques et financiers, (PNUD, GIZ et FAO).

### SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE	-----2-4
NOUVELLES DES PREFECTURES	-----4-13
66ANS D'INDEPENDANCE	-----13-27
NOUVELLE DE L'ETRANGER	-----27-29
SPORTS	-----29-31

### Un levier pour dynamiser le commerce intra-africain

Dans sa déclaration, le ministre Patoki a insisté sur la nécessité d'une intégration économique renforcée en s'appuyant sur le rapport 2025 de l'intégration africaine. Il a relevé que les exportations intra-africaines ne représentent que 15 % du total des échanges du continent, un chiffre largement inférieur aux 60 % enregistrés dans l'Union Européenne. « Cette faiblesse est le fruit de contraintes structurelles telles que la fragmentation des marchés et les barrières tarifaires », a-t-il expliqué. Face à ces défis, le forum Biashara Afrika (qui signifie « Commerce » en swahili) se veut une plateforme stratégique pour concrétiser les ambitions de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), entrée en vigueur en 2019.

### Lomé, futur hub de la transformation continentale

Le choix du Togo pour abriter cette 3<sup>ème</sup> édition, après l'Afrique du Sud en 2023 et le Rwanda en 2024, témoigne du rayonnement diplomatique et des infrastructures de qualité du pays. Pour le gouvernement, cet événement s'inscrit dans la vision du Président du Conseil, Faure Gnassingbé, de positionner le Togo comme un hub logistique et commercial de référence.

Le ministre a indiqué que le forum devrait rassembler plus de 1.500 participants, incluant des décideurs, des investisseurs et surtout des PME/PMI, qui constituent 80 % du tissu économique national. Il a relevé que le programme prévoit des panels de haut niveau, des sessions de réseautage B2B, ainsi que des expositions au sein du « Village Togo », un espace dédié à la mise en valeur du savoir-faire local.

Le ministre a exhorté les opérateurs économiques togolais à une participation massive pour transformer cette opportunité en partenariats concrets. « La ZLECAf est un marché de 1,3 milliard de consommateurs. Nos entreprises doivent s'approprier ses outils pour exporter et créer de la valeur ajoutée », a-t-il insisté. Le ministre Patoki a enfin souligné que les avantages attendus pour le Togo sont multiples, entre autres, le renforcement de l'attractivité des investissements, la stimulation de l'emploi industriel et la promotion des réformes économiques en cours.

Pour accompagner les acteurs économiques, des comptoirs d'informations sont déjà installés au ministère en charge du Commerce et à la CCI-Togo. Les inscriptions se font en ligne à travers un code QR via une plateforme dédiée. ATOP/SED/HKM

## ECHOS DE LA CAPITALE

### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES :

### **LES RESULTATS DU CONCOURS DE RECRUTEMENT DE FONCTIONNAIRES DISPONIBLES**



**Lomé, 23 avr. (ATOP)** – Les résultats du concours national de recrutement de fonctionnaires pour le compte du ministère de l'Économie et des Finances, session du 21 décembre 2024, sont disponibles à compter du jeudi 23 avril, indique un communiqué du ministre de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social.

Selon le communiqué, la liste des candidats déclarés admis peut être consultée sur le site du ministère [www.fonctionpublique.gouv.tg](http://www.fonctionpublique.gouv.tg), au ministère de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social à Lomé, et dans les directions régionales du Travail et des Lois sociales à Tsévié, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong. ATOP/BA/Communiqué du ministère

**PROMOTION DES TALENTS ET EDUCATION CITOYENNE :**  
**NANA MEDIA CULTURE LANCE SES ACTIVITES 2026 AVEC UN ACCENT SUR**  
**L'EDUCATION ET LE NUMERIQUE**

**Lomé, 23 avr. (ATOP)-** Nana média culture a lancé les activités de son agenda 2026, le mercredi 22 avril à Lomé.

Le coup d'envoi de ces activités qui mettent l'accent sur l'éducation et le numérique a été donné par le doyen de l'Inspection générale de l'éducation au ministère de l'Education nationale, Nouwossan Komlan.

L'agenda 2026 de Nana média culture, comprend deux grands événements que sont ; la vingtième édition du concours « Message de Noël », sous le thème « Réseaux sociaux et parcours scolaire : quels impacts ? », et la septième édition du festival « Reine de l'art » dont le thème est « Excellence dans le doigté, source d'autonomie ».

Ces activités s'inscrivent dans le cadre des actions de formation civique et citoyenne de « Miatronunya ». L'objectif est de promouvoir l'égalité de droit, des valeurs sacrées à travers la culture, de valoriser et de promouvoir les talents des femmes artisanes pour leur épanouissement.

Lors de la cérémonie de lancement, le directeur général de Nana média culture Affognon Ferdinand a procédé à la remise de prix aux lauréats du concours « Message de Noël », édition 2025. Au total, 14 bourses ont été offertes aux apprenants du primaire et du secondaire, leur permettant de poursuivre gratuitement leurs études de la première année jusqu'à la troisième année universitaire.

Le représentant du ministre de l'Education nationale, Nouwossan Komlan a rappelé que cet événement est parrainé par le Président du Conseil, Faure Gnassingbé. Il a également souligné la pertinence du thème, qu'il considère d'actualité. Selon lui, la mauvaise utilisation des réseaux sociaux constitue un danger pour les apprenants. « Les réseaux sociaux, faut-il le souligner, ne sont pas, en eux-mêmes, des instruments funestes. Ils peuvent être des vecteurs du savoir, d'ouverture et d'émulation. Mais ils peuvent aussi, lorsque leur usage est dépourvu de régulation, fragiliser l'attention et compromettre l'effort soutenu que réclame toute réussite scolaire. » a-t-il dit.



*Une remise de prix*



*M. Affognon s'adressant à ....*



*....l'assistance*

Le directeur général de l'Action sociale, Agbonon Kodjo Siveh, a insisté sur l'importance du thème, en raison de l'usage croissant des réseaux sociaux par les élèves. Il a aussi souligné la nécessité de les sensibiliser afin d'éviter les effets néfastes sur leur parcours scolaire.

Monsieur Affognon, a présenté le programme de cette édition. Selon lui, ce lancement sera suivi d'une tournée dans les régions pour les phases régionales. Ensuite, les meilleurs candidats presteront à Lomé pour la grande finale. Il a salué la spontanéité du directeur de l'école Alpha, qui a offert trois bourses pour le lycée et trois pour le collège, et a invité les autres partenaires à lui emboîter le pas.

La particularité de cette année réside dans la professionnalisation des artisans et leur autonomisation à travers le festival « Reine de l'art ». Il y aura également davantage de bourses pour le concours « Message de Noël », et le montant des prix à offrir sera revu à la hausse par rapport aux l'années passées.

Le lancement a été également marqué par des prestations de sketches réalisés par des apprenants, ainsi que par des prestations d'artistes. La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités administratives et des partenaires du projet. ATOP/MD/MG



**ATOP**

Pour vos articles, reportages  
Nous contacter.



Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



## NOUVELLES DES PREFECTURES

### 2<sup>E</sup> SESSION ORDINAIRE DE LA COMMUNE TÔNE 1 :

### **UNE FAIBLE MOBILISATION DES RECETTES CONSTATEE AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE**

**Dapaong, 23 avr. (ATOP) –** Les travaux de la 2<sup>e</sup> session ordinaire de la commune Tône 1 ont été achevés le mercredi 22 avril à Dapaong. Les rapports indiquent une faible mobilisation des recettes au premier trimestre, estimée à 9,27 % par rapport au budget prévu.

Cette situation, selon le maire, Mme Léné Nanwabe Mélanie, peut avoir une incidence directe sur l'efficacité du fonctionnement de la municipalité. « Moins de ressources collectées signifie moins de moyens pour réaliser les projets, moins de capacités pour répondre aux besoins urgents de la population », a-t-elle alerté.

Face à cette situation, Mme Léné a annoncé la mise en place d'une méthode de recouvrement plus efficace et des sensibilisations pour rappeler aux contribuables l'importance du civisme fiscal. Elle a insisté aussi sur la nécessité de diversifier les sources de revenus pour plus d'autonomie, invitant tous les acteurs à redoubler d'efforts, à rester solidaires et engagés dans la mise en œuvre de la décentralisation. « On ne doit pas se limiter à la collecte, mais créer ses propres richesses », a ajouté le maire.

Au cours de la session, les participants ont validé le compte de l'exercice 2025, analysé la situation financière au premier trimestre et effectué une sortie de terrain pour superviser la ventilation des titres de recettes pour l'occupation publique. Les conseillers municipaux ont échangé en outre avec la population du canton de Pana sur l'importance



Les conseillers municipaux et autorités locales

de la déclaration des naissances, la scolarisation des jeunes filles, le respect du code de la route, le port du casque, la cohésion sociale, la collaboration avec les Forces de défense et de sécurité (FDS) et le civisme fiscal.

Cette cérémonie a connu la présence du président du conseil régional, Banlépo Nabaguedjoa, du maire de Tône 4, Nawate Kolani Lorimpo et des autorités administratives, militaires et traditionnelles.

ATOP/JK/BV

OGOU :

### **310 NOUVEAUX GENDARMES ONT PRETE SERMENT A ATAKPAME**

**Atakpamé, 23 avr. (ATOP)** - Trois cent dix agents de la gendarmerie nationale, issus de la promotion 2024, ont prêté serment le mercredi 22 avril devant le tribunal de grande instance d'Atakpamé.



*Un jeune gendarme prêtant serment*



*Des nouveaux gendarmes*

L'audience a été présidée par le juge Hounkpati Kokouvi. En rangs serrés, la main droite levée, les récipiendaires ont successivement prononcé d'une voix ferme la formule : « Je le jure », s'engageant à servir avec loyauté, probité et discipline.

Le magistrat a souligné que cette étape constitue un tournant décisif dans la carrière de ces jeunes gendarmes, désormais appelés à contribuer à la préservation de l'ordre public et à la sécurité des citoyens. « Je reçois vos serments et vous renvoie à l'exercice de vos fonctions », a-t-il déclaré.

Le commandant du groupement de gendarmerie des Plateaux-Est, le colonel Baoula Sana Kodjo, a insisté sur le sens du devoir qui incombe aux nouveaux agents. Il les a exhortés à faire preuve d'intégrité, de professionnalisme et de dévouement dans l'accomplissement de leurs missions. « A travers ce serment, les jeunes gendarmes s'engagent à exercer leurs fonctions avec loyauté, discipline et intégrité tout en respectant les droits humains », a-t-il souligné.

La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs autorités civiles, administratives et militaires, dont le gouverneur de la région des Plateaux, le général de brigade Dadjia Maganawé, et le préfet de l'Ogou, Ekpé Kodjo Agbéko Noël. Parents et proches des récipiendaires ont également assisté à l'événement.

ATOP/KKT/AO

KOZAH :

### **UNE CAMPAGNE NATIONALE SUR LES VALEURS NATIONALES ET LA CITOYENNETE LANCEE**

**Kara, 23 avr. (ATOP)** - Une campagne nationale de sensibilisation sur le respect des emblèmes nationaux, notamment les couleurs du drapeau national et la notion de citoyenneté, a été lancée le mardi 21 avril à l'Université de Kara.

L'initiative portée par le ministère des Droits humains à travers la direction de la Formation civique intervient dans le cadre des festivités du 66<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Togo. Elle a permis de transmettre aux universitaires, notamment les étudiants, les valeurs civiques et citoyennes autour du thème : « Le respect des couleurs nationales ». Cette campagne vise à renforcer le sentiment d'appartenance nationale et à consolider le vivre-ensemble, à quelques jours de la célébration de l'indépendance du Togo.



*Les étudiants*



*Table d'honneur*

Les étudiants ont été édifiés sur le sens et l'importance du drapeau pour la nation togolaise, son histoire et son unité observés au cours des événements qui demandent la montée des couleurs et l'exécution de l'hymne nationale, symbole d'unité et un temps fort de communion personnelle de chaque citoyen avec sa nation.

Le maire de la commune Kozah 1, N'Djelle Abby Edah, a lancé un appel à la responsabilité collective. Il a insisté sur la nécessité de redonner toute la valeur aux couleurs nationales, qu'il a qualifiées d'« âme de la nation ». Pour lui, le drapeau togolais ne saurait être réduit à un simple élément décoratif, car il incarne les luttes passées, les sacrifices consentis et les valeurs communes du peuple togolais.



*Le maire de la Kozah s'adressant aux étudiants*

Le maire a appelé à une mobilisation générale des acteurs sociaux, invitant les enseignants à jouer leur rôle d'éveilleurs de conscience, ainsi que les parents à assumer leur mission d'éducateurs au civisme. Il a exhorté les jeunes à devenir de véritables ambassadeurs du patriotisme dans leurs milieux respectifs.

Le secrétaire général du ministère chargé des Droits humains, Talim Anathère, a indiqué l'initiative sera étendue sur l'ensemble du territoire afin d'ancrer durablement la culture du respect des symboles nationaux.

Pour M. Agano Koffi Méléagbé, chef division relation médias à la direction de la Formation civique, cette campagne s'inscrit dans un contexte marqué par un certain désengagement civique, constaté chez les jeunes. « Respecter le drapeau, c'est se respecter soi-même », car cet acte constitue une marque de souveraineté et d'identité nationale, a-t-il souligné. ATOP/MM/TAL/BV



**ATOP**  
Pour vos articles, reportages  
Nous contacter.



+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



## INCLUSION SOCIALE :

### **LES ACTEURS LOCAUX DE LA KARA SENSIBILISES POUR L'ACCESSIBILITE DES EDIFICES PUBLICS AUX PERSONNES HANDICAPEES**

**Kara, 23 avr. (ATOP)** – Un atelier de sensibilisation et de plaidoyer sur l'accessibilité des lieux et édifices publics s'est tenu, le mercredi 22 avril à Kara, à l'intention des acteurs clés de la région. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la promotion d'une société plus inclusive aux personnes handicapées.

Organisée par la Coordination des Organisations des personnes handicapées (OPH) de la Kara, à travers l'Association des personnes handicapées de la Kozah (APHAK), cette initiative bénéficie du soutien financier de la GIZ/ProEmploi+. Elle porte sur le projet intitulé : « Plaidoyer pour l'accessibilité physique des personnes handicapées aux lieux et édifices publics dans la région de la Kara ».

La rencontre fait suite aux résultats d'une mission conduite par l'APHAK, ayant permis de mettre en évidence de nombreuses barrières d'accessibilité limitant l'accès de cette tranche de la société aux services essentiels dans les secteurs notamment l'administration, la santé et l'éducation. L'objectif est de sensibiliser les acteurs clés en vue de renforcer leur engagement en faveur de l'accessibilité des infrastructures publiques dans la région de la Kara. Il s'agit aussi de sensibiliser toutes les parties prenantes sur les enjeux de l'accessibilité universelle ; de partager les résultats de la mission d'identification des édifices publics et les principales barrières identifiées. Il est question aussi de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'accessibilité, d'encourager les autorités locales et acteurs principaux à initier un dialogue constructif pour des actions concrètes en faveur de la cible.

Les participants ont suivi deux communications en lien avec le contexte et objectifs du plaidoyer et la restitution des résultats de la mission d'identification des édifices publics non accessibles et l'évidence des principales barrières identifiées dans la région. Ils ont également suivi des témoignages illustrant les difficultés auxquelles font face les personnes handicapées en matière d'accès aux lieux et édifices publics. Les parties prenantes ont formulé des recommandations visant à lever les obstacles à l'accessibilité, tout en prenant des engagements à y veiller.



*M. Tchodie (au micro) donnant le ton aux travaux*

accessibles, afin que chaque citoyen de la région puisse apporter sa pierre pour un développement durable et inclusif.



*Les acteurs et les officiels*

Le secrétaire général de la préfecture de la Kozah, Tchodie Essozlam a félicité la coordination de l'OPH, tout en saluant les résultats de la mission d'identification. Pour lui, avec la politique d'inclusion prônée par les autorités du pays, il n'est plus question qu'une partie de la population soit mise de côté pour des raisons non valables. M. Tchodie a réitéré l'engagement des autorités locales à continuer des réflexions pour trouver des alternatives d'aménagement des édifices identifiés non

Selon le directeur exécutif de l'APHAK et président du comité de mise en œuvre du plaidoyer, Awi Konga, cette mission est menée conjointement avec l'OPH de la Kozah, à travers une approche participative impliquant des équipes mixtes sur le terrain. Cette mission, dit-il, a permis d'identifier 470 infrastructures dont 221 totalement inaccessibles aux personnes handicapées. Il a aussi rappelé que 194 infrastructures sont partiellement accessibles et seulement 56 répondent aux critères d'accessibilité dans toute la région, notamment les secteurs essentiels, tels que l'administration, la santé, et l'éducation.

M. Awi a témoigné sa reconnaissance à l'ensemble des acteurs et partenaires qui accompagnent son association dans cette démarche. Pour lui, en dépit des efforts engagés en faveur de l'inclusion sociale, les autorités, les collectivités locales et les partenaires doivent renforcer davantage les normes d'accessibilité dans la réalisation et la rénovation des infrastructures publiques au profit des personnes handicapées.  
ATOP/MM/TAL/SED

-----  
ZIO/ SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE :

**LE GUIDE DE BRIEFING DES MEMBRES DES CLUBS DES MERES ET PAPA CHAMPIONS VALIDE**

**Tsévié, 23 avr. (ATOP)** – Le guide de briefing des membres des clubs des mères et papa champions a été validé le mercredi 22 avril à Tsévié au cours d'un atelier.

Cet atelier, qui a réuni les sages-femmes et autres acteurs de santé de 14 formations sanitaires de la région Maritime, est à l'actif de la Croix-Rouge togolaise (CRT). Il s'intègre dans la stratégie intégrée Papa champion et clubs des mères déclinée en plans de travail annuel.



*Officiels et participants*

Le plan de travail 2026 vise fondamentalement à induire un changement social et comportemental à travers la promotion de la masculinité positive et l'égalité des sexes dans les ménages, la mobilisation des hommes pour qu'ils s'impliquent davantage dans la Santé de la reproduction Elle prend aussi en compte la lutte contre les Violences basées sur le genre (VBG) et l'amélioration de la collaboration entre les centres de santé et les communautés en vue de contribuer à l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant.

L'activité a reçu l'appui technique et financier du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA). Elle a permis d'harmoniser la compréhension du support didactique des sessions de briefing des membres des (CM) et (CH), y compris la préparation de la pédagogie à adopter. Le démarrage des sessions de briefing des membres des clubs des mères et des papas champions a été également lancé. Le but final est de contribuer à l'élimination des mortalités maternelles et néonatales évitables.

Au cours des travaux, les trente-sept participants ont été répartis en deux groupes. Ils ont harmonisé le guide qui leur permet d'avoir un même niveau de compréhension afin de renforcer les capacités de 1350 membres de Clubs des mères (CM) et Comités d'hommes (CH) de 54 localités de la région Maritime, entre autres, sur les signes des grossesses, et l'importance du plan familial. Les localités concernées sont les districts sanitaires de l'Avé, Bas-Mono, Togblé-Kopé, Vo, Yoto et Zio. Le document validé servira d'outil de travail commun aux sages-femmes et autres acteurs de santé dans le cadre du briefing des membres des Clubs des mères et Papa champions.

Pour le représentant du directeur régional de la Santé Maritime, M. Sesso Solirou, renforcer la mobilisation communautaire pour l'implication plus accrue des hommes et des

garçons dans les questions de la santé de la femme, de la jeune fille, y compris la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes à la santé, est indispensable. « Nous sommes convaincus que ce projet qui a été déjà expérimenté dans d'autres districts connaîtra un succès dans la région Maritime », a-t-il déclaré.

La représentante de la représentante résidente de l'UNFPA au Togo, Mme Ameyo Letou, a réitéré l'engagement de son institution à accompagner les communautés à la base dans cet élan de renforcement de leur capacité à travers cette stratégie intégrée pour un impact durable dans toutes les communautés.

Le secrétaire général de la CRT, Egah Koffi, a assisté à la séance. ATOP/BBG/BV

## LA COMMUNE SOTOUBOUA 3 LANCE LE PROCESSUS D'ELABORATION DE SON PDC



*Officiels et participants*

population et de définir des actions concrètes pour y répondre.

Les participants ont été éclairés sur la méthodologie d'élaboration et le rôle de chaque acteur dans ce processus. Il inclut les phases de préparation et de diagnostic, la définition des orientations stratégiques, la programmation des actions, la validation et l'adoption du document final.

Le maire de Sotouboua 3, Banguina Kékéou a relevé que le PDC étant une œuvre collective, sa réussite dépendra de l'engagement de chaque partie prenante pour construire une vision partagée de l'avenir. Il a précisé que le processus permettra d'avoir un document consensuel reflétant la vision et les aspirations des citoyens.

Le préfet de Sotouboua, Pali Tchabi Passabi a salué cette démarche de renforcement de la décentralisation et de la gouvernance locale. Il a invité les acteurs à s'investir dans l'élaboration de ce PDC qui attirera également des investissements dans la commune.

Le directeur-résident de la GIZ au Togo, Djibo Ousmane et le représentant du Luxembourg, Gulden Aka, ont souligné la nécessité d'appuyer certaines communes de la région, notamment Sotouboua 3, Tchaoudjo 2 et Tchaoudjo 4, à intégrer dans leurs plans de développement des questions relatives à l'utilisation des terres et des ressources forestières. La finalité est de permettre à ces mairies de concilier développement, lutte contre la déforestation, préservation de la biodiversité et promotion des moyens de subsistance durables.



*Le préfet Pali Tchabi mettant en terre un plant*

**Sotouboua, 23 avr. (ATOP)** – La commune Sotouboua 3 a lancé le processus d'élaboration de son Plan de développement communal (PDC), le mercredi 22 avril à Tchébébé.

L'atelier a mobilisé les acteurs autour de cette initiative visant à doter ladite commune d'un document stratégique de référence pour orienter son développement sur les cinq prochaines années. Le PDC est un outil de planification, permettant d'identifier les besoins prioritaires de la

Des autorités administratives et locales, des chefs traditionnels, des représentants de la société civile et des partenaires techniques et financiers ont participé à cette rencontre qui a pris fin par la mise en place d'un comité de pilotage et la mise en terre de plants.

L'atelier s'inscrit dans le cadre du projet Forests4Future (F4F-Togo) visant, entre autres, à bâtir une commune résiliente et prospère respectueuse de l'environnement. Cette initiative est cofinancée par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et celui en charge de la Coopération et du commerce extérieur du Luxembourg. Elle est mise en œuvre par la GIZ.

Le lancement a été fait en présence du préfet de Tchaoudjo, assumant les fonctions de gouverneur de la région Centrale, Tchimbiana Yendoukoa Douiti.  
ATOP/BTP/MEK/BV

### VO/DECENTRALISATION :

#### **UNE RENCONTRE D'ENGAGEMENT A VOGAN**

##### **Vogan, 23 avr. (ATOP) –**

L'association Femmes engagées pour le développement intégral en Afrique (FEDIA) a organisé une rencontre d'engagement à l'intention des conseillers municipaux, de la chefferie et des Comités villageois de développement (CVD), le mercredi 22 avril à Vogan.

Cette rencontre est une poursuite de plaidoyer et de promotion de l'intégration effective des femmes dans les comités environnementaux et les instances locales de

décision. Elle se situe dans le cadre de la 2<sup>e</sup> phase du projet « Plaidoyer pour une implication active des femmes dans la gouvernance climatique locale dans la commune Vo 1 », mis en œuvre par l'association FEDIA avec le soutien financier de SpeakUpAfrica à travers l'initiative Voix « EssentiELLES » et la coordination féminine du Togo (COFET).

L'objectif est de favoriser l'intégration des femmes dans les espaces de décision et de renforcer le positionnement de celles déjà impliquées dans les instances locales. Il s'agit de poursuivre le plaidoyer en vue de l'intégration effective d'au moins cinq femmes au sein du comité environnemental de la commune Vo 1 afin d'assurer une meilleure prise en compte des besoins et priorités des femmes, de sensibiliser les participants à l'importance de la participation des femmes dans la gestion environnementale locale. Il est aussi question d'encourager les autorités locales à prendre des engagements concrets pour une meilleure représentativité des femmes, d'identifier les obstacles et opportunités liés à l'intégration des femmes dans les comités environnementaux puis de promouvoir l'intégration du genre dans les instances locales de prise de décision environnementale.

Au cours des travaux, les participants ont renforcé leurs capacités à travers des communications portant notamment sur la présentation du projet précité, le genre et la gouvernance climatique locale : enjeux et défis, les orientations clés, les rôles des conseillers municipaux et des autorités traditionnelles dans la gouvernance locale. Ils ont formulé des engagements concrets, fait des recommandations visant à renforcer les capacités des CVD sur les questions de genre, de gouvernance locale pour assurer pleinement l'implication des femmes.



*Les participants*

Le chef du canton de Vo-Koutimé, Togbui Akakpo Akoété Zoumeké II, a invité les participants à une écoute attentive et à une participation active afin d'accompagner les femmes en matière de leur intégration aux instances de prise de décision dans la commune Vo 1.

La coordinatrice de l'association FEDIA, Mme Bedou Edwige, a souligné l'importance de cette rencontre visant à trouver les voies et moyens pour aider la femme à s'impliquer dans la gouvernance climatique locale de la commune Vo 1, en vue de son bien-être. Elle a remercié les partenaires et l'ensemble des acteurs qui œuvrent pour le renforcement de l'égalité et la participation citoyenne des communautés face aux changements climatiques.

La 1<sup>re</sup> adjointe au maire de la commune Vo 1, Mme Laté Nyedjifa a exprimé toute sa gratitude au Président du Conseil, Faure Gnassingbé pour sa politique résolument favorable aux femmes qui a permis l'implantation de ce projet dans la commune Vo 1. Elle a invité les participants à faire de la participation des femmes, une réalité au service de la protection de l'environnement et du bien-être des populations.

ATOP/AKS/SED

-----

**DOUFELGOU/ AUTONOMISATION DES FEMMES RURALES :**  
**DES MEMBRES DE COOPERATIVES FORMES SUR LA FABRICATION ET**  
**L'UTILISATION DU COMPOST**



*Les participants prenant connaissance des matériaux de compostage*

des Savanes, de la Kara et des Plateaux-Ouest, soit 42 participantes par région, spécialisées dans la transformation et le maraîchage.

L'objectif est de doter les bénéficiaires de techniques de production d'engrais organique, afin de réduire leur dépendance aux engrais chimiques et d'améliorer durablement les rendements agricoles, tout en préservant l'environnement.

Les travaux ont porté sur les méthodes de compostage, les différentes étapes de production et les matériaux nécessaires. A l'issue de ces travaux, les participantes ont mis en pratique les enseignements reçus sur le terrain, afin de mieux s'approprier les techniques.

Le représentant du préfet de Doufelgou, M. Dansru Koffi Amorin, a salué l'initiative qui s'inscrit dans la vision nationale de promotion d'une agriculture durable. Il a souligné que le compost constitue une solution efficace face aux problèmes de fertilité des sols et de coût élevé des intrants chimiques.

**Niamtougou, 23 avr. (ATOP) –** Des agricultrices, issues de plusieurs coopératives féminines, ont été formées, les 21 et 22 avril, au Centre international de développement agro-pastoral (CIDAP) de Baga (commune Doufelgou 1), sur la fabrication et l'utilisation de l'engrais naturel. Cette session, initiée par le ministère en charge des Solidarités et du genre, s'inscrit dans le cadre du Projet d'autonomisation des femmes rurales au Togo (PAFeRT). Elle a rassemblé 126 participantes des régions

L'adjoint au maire de Doufelgou 1, Waguéna Manguissé Balakom a exprimé sa gratitude pour le choix porté sur sa commune et a encouragé les participants à mettre en application les acquis de la formation.



*Table d'honneur*



*Les participantes*

Pour le coordinateur du PAFerT, Adika Yawo, cette initiative permettra d'alléger les charges des producteurs et de renforcer la protection de l'environnement. Il a souhaité que les bénéficiaires partagent les connaissances acquises au sein de leurs groupements et coopératives.

Mesdames Mintere Yome et Sambiani Miyibe, participantes, ont exprimé leur satisfaction et leur engagement à diffuser ces nouvelles pratiques. ATOP/SG/TAL/BA

### DANKPEN EDUCATION :

#### **DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES ET SANITAIRES INAUGUREES A DJABOKOU**

**Guérin-Kouka, 23 avr. (ATOP)** – Le 1<sup>er</sup> adjoint au maire de la commune Dankpen 1, Yakatché Wayo, a présidé, le mardi 21 avril à Djabokou (canton de Katchamba), la cérémonie d'inauguration de nouveaux bâtiments scolaires, de blocs latrines et de forages au profit du Collège d'enseignement général (CEG) et du jardin d'enfants de la localité.

Ces infrastructures visent à offrir un cadre d'apprentissage sécurisé et décent aux élèves, mettant ainsi fin aux cours dispensés sous les arbres et les appâtâmes, particulièrement éprouvants pour les tout-petits de 3 à 5 ans durant la saison des pluies.

Les réalisations inaugurées se déclinent en deux lots distincts, notamment pour le CEG de Djabokou. Il s'agit d'un bâtiment de quatre classes avec bureau équipé, deux blocs latrines et une pompe à motricité humaine. Le coût total de ces installations s'élève à 38.650.000 F CFA, financés par la Fondation « Autriche Red CHAIRity » et l'ONG Togo Nouvel Horizon.

Concernant le jardin d'enfants, un complexe comprenant trois salles de classe équipées d'un dortoir, un magasin, des aires de jeux et un bloc latrines de six cabines. Le tout évalué à 36.350.000 F CFA, cet ouvrage est le fruit du bienfaiteur Gabriele und Gunther Klinger-Wolff, de la Fondation Fly et Help avec le soutien de Nouvel Horizon.

Ces joyaux sont le résultat d'une collaboration étroite entre l'ONG Action Développement Femmes et Enfants (ADEFE) et le Supérieur Provincial de la Société du Verbe Divin (SVD), Révérend père Marian Schark, représentant Mme Anna Maria Klocke,



*Des ouvrages du jardin d'enfants*

présidente directrice Générale de l'ONG Togo Neuer Horizon V. basée en Allemagne. En plus des bâtiments, le jardin d'enfants a bénéficié d'un important lot de matériel didactique, composé de ballons, nattes et tablettes, afin de faciliter le travail pédagogique.

Le directeur exécutif de l'ONG ADEFE, André Nakoudja Beguem, a exprimé sa gratitude envers les partenaires financiers et le Père Scharck pour leur engagement constant en faveur du développement de la préfecture de Dankpen. Il a exhorté les élèves à l'excellence : « Le sérieux dans votre travail et vos résultats en fin d'année constitueront le plus beau "merci" que vous puissiez adresser aux donateurs », a-t-il déclaré. Il a également invité la communauté et les enseignants à veiller rigoureusement à l'entretien de ces joyaux.

Pour le Père Marian Scharck, ces actions témoignent de la mission sociale de l'Église. « L'Église ne se limite pas à la prière ; elle se met au service de l'humanité à travers des œuvres sociales comme l'accès à l'eau potable et à l'éducation », a-t-il souligné.

Les porte-paroles des bénéficiaires ont salué ces infrastructures qui garantissent désormais la sécurité et la santé des apprenants. Ils se sont engagés à une gestion responsable des lieux pour assurer la pérennité du don.

La coupure du ruban symbolique s'est déroulée en présence du chef d'inspection de l'enseignement secondaire général de Bassar, Polo Lamadje, ainsi que des autorités traditionnelles et des parents d'élèves. ATOP/BN/SED



Pour vos articles, reportages  
Nous contacter.

ATOP



Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



## 66 ANS D'INDEPENDANCE

TOGO, 66 ANS D'INDEPENDANCE :

**DES TOGOLAIS SE SOUVIENNENT DU 27 AVRIL 1960**

*Par GNAKOUAFRE-KOUMA Komi Modeste*

Ablode, ablode, ablode, 66 ans que le Togo est indépendant. Une accession à la souveraineté internationale acquise au prix de mille sacrifices de tous les Togolais et de toutes les Togolaises du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Messan Aihitso, Anani Santos, Martin Komla, André Aku, Pa Augustino de Souza et Sylvanus Olympio, le véritable père de la nation togolaise ont mis en œuvre diverses stratégies : des grèves et des réunions clandestines.

### **Lomé, bastion de la lutte et de la proclamation**

Les pères de l'indépendance ont mené une lutte pacifique pour atteindre leur objectif. Les rencontres étaient interdites à Lomé. Les réunions étaient clandestines et il y avait des gens qui se chargeaient d'en informer la population. Madame Honorine Kanlé Zukong, infirmière de son état à la retraite, âgée de 85 ans que



*Le monument de l'indépendance à Lomé*

nous avons rencontrée chez elle à Gbenyedzi a indiqué que : « Les annonces ne pouvaient pas se faire à la radio. Cependant les informations se donnaient de bouche à oreille ».

Parmi les annonceurs se trouvait une dame nommée Kpotolesego que les soldats bastonnaient à chaque occasion, mais qui ne se décourageait jamais d'informer la population de la tenue des réunions au domicile de M. de Souza. Elle dit se rappeler qu'à l'époque, elle était mobilisée pour le défilé au stade municipal de Lomé. « On nous avait donné des consignes de répondre Ablodé, lorsque la question nous serait posée de savoir ce que nous désirons. Lorsque Mulhouse posa la question, toute la foule s'écria Ablodé. Suite à cette réponse, des jeunes se sont rués sur le mât, ont arraché le drapeau français et l'ont déchiré. Aussitôt, ils ont été arrêtés par les forces de l'ordre et la foule a été dispersée », a-t-elle raconté. M. Fréséric Sedo, enseignant à la retraite, à qui nous avons rendu visite à son domicile à Kodjoviakopé se rappelle, « A l'époque, j'étais âgé de 13 ans et j'étais au cours primaire catholique de Kodjoviakopé. Nous avons été mobilisés pour le défilé », a-t-il poursuivi.

Les deux témoins de l'évènement se souviennent que le 26 avril, toute la population s'était mobilisée déjà à partir de 16 heures pour assister à la proclamation de l'indépendance qui mettait fin à la domination coloniale, au paiement des impôts et taxes par la force et aux travaux forcés. Des groupes folkloriques et des chorales chantaient et dansaient pour entretenir les participants.

### « Sentinelle, que dis-tu de la nuit ? »



*Sylvanus Olympio, 1er président du Togo*

première République togolaise, placée sous la direction de Sylvanus Olympio en tant que premier président.

A l'issue de la cérémonie officielle marquée par des discours, la montée du drapeau togolais et un défilé riche en couleurs, les festivités se sont poursuivies dans les quartiers avec des réjouissances populaires. M. Frédéric Sedo s'est souvenu que « les groupes folkloriques Agueshe et Adzro ont presté à Kodjoviakopé et ont fait danser toute la population. Les courses des pirogues sur la mer ont aussi marqué cette journée-là ».

M. Zinsou Johnny, 92 ans, rencontré à Assivito a indiqué qu'il y avait un pique-nique grandiose à la plage en face de l'hôtel Lebene. Le succès de ce pique-nique a fait qu'il a été de nouveau organisé le 1<sup>er</sup> mai et est devenu une tradition.

La célébration de l'évènement ne s'est pas limitée qu'à Lomé.

### Les autres villes dans la même ferveur

A Agou Akplolo, dans la préfecture d'Agou, les populations ne se sont pas fait conter l'évènement. Ne pouvant pas se déplacer à Lomé, la population s'est regroupée autour des rares postes radio du village de l'époque pour suivre en direct l'évènement.

M. Gameli Yao Etsè, cultivateur de 94 ans, a révélé qu'à deux heures de la manifestation, « nous avons formé des groupes et capté la radio Lomé pour suivre en

direct l'évènement. A minuit, nous avons appris la montée des couleurs, mais nous étions étonnés d'apprendre que le drapeau s'est arrêté de monter. Après quelques instants, le drapeau a enfin atteint le sommet du mât. Nous avons entendu la voix de notre héros d'alors résonner "ablodé", "ablodé", "ablodéé gbadzaa". Nous avons sauté et pleuré de joie. Nous sommes restés éveillés toute la nuit, chantant, dansant, sautant comme des petits bambins. L'effervescence était à son summum. Que ce soit la veille, le jour de l'indépendance ou le lendemain, nous avons fait des sacrifices en l'honneur des dieux et avons fêté ».



*Nous avons sauté et pleuré de joie, (M. Gameli)*



*Le monument de l'indépendance à Akplolo*

Dame Kavegue, âgée d'environ 103 ans et résidant à Agou Akplolo, vivait à l'époque à Tsévié lors de la proclamation de l'indépendance. Elle a déclaré que les jours avant l'indépendance étaient marqués par des violences, ce qui a amené certains à se réfugier au Ghana. Mais très vite, le calme est revenu selon elle dans la foulée de la proclamation de l'indépendance par Sylvanus Olympio. Elle soutient que dans les quartiers, la joie était débordante. Les fêtes, les accolades, les danses, les rires fusaient çà et là. L'émotion était au rendez-vous, la joie si grande. « Enfin nous sommes libres », « C'est fini la servitude », «

Désormais nous pouvons dormir et nous réveiller sans être inquiétés », scandaient les uns et les autres. Après l'indépendance, des réfugiés qui avaient quitté le pays à cause des violences sont revenus rejoindre leurs familles.

Un autre témoin exprime son ressenti : « Avant l'indépendance, c'était la souffrance extrême due aux travaux forcés, des tortures, des corvées et des punitions que nous imposaient les colons. L'indépendance nous a vraiment donné la liberté totale », a-t-il dit.



*Mme Kavegue, un témoin*

### **Une mobilisation spontanée et volontaire à Sokodé**

Le cadre de la célébration à Sokodé était un grand espace devant le nouveau marché de la ville. La population s'y était réunie pour vivre l'évènement. Déjà du coucher du soleil à la nuit du 26 avril 1960, les autorités administratives, religieuses, des hommes, des femmes et des jeunes, vêtus de leurs habits de fête, étaient là pour vivre la soirée de la liberté.

M. Moumouni Tchakala, retraité de 81 ans basé à Koma 1, avait eu la chance de vivre l'évènement. Il se remémore : « Les gens attendaient ce moment crucial. Lorsque minuit sonna, le drapeau a été monté. Il faut entendre les cris « Ablodé ! ablodé ! ablodé ! » partout. Les tam-tams battaient. C'était la joie. Les gens criaient, chantaient la libération du Togo. Ils chantaient le Togo libéré, le Togo indépendant ».

La population chantait aussi la fin des travaux forcés, la fin de la collecte des impôts. Elle chantait beaucoup de choses. « Je vous dis que c'était un moment incomparable. On ne peut plus vivre ce moment-là. C'était la naissance du Togo nouveau », a confié M. Moumouni. Il conclut que « On n'a invité personne. Les gens sont venus d'eux-mêmes, de très loin pour certains, avec des tam-tams sur la tête ».



*M. Daro, un ancien ambassadeur*



*M. Tchakala, un retraité à Koma 1*

Un autre témoin de l'évènement, Daro Kibong, 115 ans, ancien ambassadeur et habitant à Kossombio, a précisé que la célébration était spontanée. « Ablodé, c'était sur toute l'étendue du territoire. J'avais un grand frère qui n'était pas dans la ville de Sokodé. Il était à Tchalo mais était venu pour participer à l'évènement ».

### **Des promesses et un optimisme déçus**

Après l'indépendance, le pouvoir d'achat est devenu plus abordable. « Ce que nous achetions à 250 Fcfa avant est devenu moins cher, soit 150 Fcfa par exemple. Mais depuis, la vie a commencé à devenir chère jusqu'à aujourd'hui », affirme-t-elle.

Cet espoir fut de courte durée. La joie de l'indépendance fut brève avec le départ brusque du père de l'indépendance. « Ce départ nous a laissés sur notre soif et dans un triste sommeil qui nous hantent jusqu'aujourd'hui », a rapporté Gameli Yao Etsè. Pour M. Frédéric Sedo, le coup d'État a engendré de graves conséquences négatives, surtout sur le plan éducatif :

« Certains qui avaient des bourses et des demi-bourses ont vu leurs bourses suspendues. Cela les a empêchés de poursuivre les études à Togoville l'année suivante ».

Somme toute, les pères de l'indépendance ont acquis l'indépendance pour le peuple togolais. Il nous appartient aujourd'hui de travailler pour le développement du Togo afin qu'il devienne l'or de l'humanité.

## **66 ANS APRES L'INDEPENDANCE, LES ESPOIRS D'HIER FACE AUX REALITES D'AUJOURD'HUI**

*Par Elisée Rassan et Honoré Attikpo*

De l'euphorie des premières heures de souveraineté aux interrogations sur l'unité nationale, l'écrivain et ancien haut fonctionnaire international Christian Enyonam Folly-Kossi revisite les espoirs, les tensions et les héritages politiques qui traversent l'histoire contemporaine du Togo.

Le 27 avril 1960 reste une date fondatrice dans la mémoire collective togolaise. Jour de l'accession du Togo à l'indépendance, il symbolise la fin de la domination coloniale et l'entrée du pays dans une nouvelle ère politique. Soixante-six ans plus tard, cette célébration nationale continue de susciter émotion, réflexion et débats sur le chemin parcouru.

Pour Folly-Kossi, économiste, diplomate, ancien haut fonctionnaire international et auteur de plusieurs ouvrages sur l'Afrique et la société togolaise, la fête de l'indépendance dépasse la simple commémoration. Elle constitue un moment de mémoire, de bilan et d'interrogation sur l'évolution du pays depuis les premières aspirations à la souveraineté.

Auteur de *Du Village à la Table des Rois* et du livre en cours d'édition *Togo : Pouvoir, société et dynamiques conflictuelles (1916-2025) – Pour un nouveau contrat social*, Christian Folly-Kossi se présente comme un « graveur de mémoire ». A travers ses témoignages, il revisite les grandes séquences de la vie politique togolaise, entre espoirs de liberté, fractures idéologiques et recherche d'une cohésion durable.



Le monument de l'indépendance à Kpalimé

### **L'indépendance, une conquête portée par l'espérance**

Au lendemain des élections de 1958, qui consacrent la victoire des partisans de l'indépendance immédiate, le climat au Togo est marqué par une forte mobilisation populaire. Les revendications portées par le Comité de l'unité togolaise (CUT) et la Juvento réclamaient une rupture rapide avec la puissance coloniale.

Pour les indépendantistes, la souveraineté devait permettre au pays de prendre lui-même ses décisions politiques, économiques et sociales. Face à eux, d'autres courants privilégiaient une transition progressive, estimant qu'une rupture brutale risquait de fragiliser les bases administratives et économiques du futur État.

Selon M. Folly-Kossi, ces divergences idéologiques ont structuré les premiers affrontements politiques du pays. « Les débats étaient vifs et parfois violents. Il y avait deux visions du destin national : celle de l'indépendance immédiate et celle d'un cheminement progressif », explique-t-il.

Dans plusieurs localités du pays, notamment dans la région des Plateaux, l'élan indépendantiste s'est rapidement propagé. A Kpalimé et dans le Grand Kloto, les mobilisations en faveur de « Ablodé », mot éwé désignant l'indépendance, se multiplient à travers réunions clandestines, discours publics et actions de sensibilisation.

La lutte n'était pas seulement politique. Elle portait aussi une dimension identitaire et sociale. Une partie de la population souhaitait la réunification des territoires séparés après le partage du Togo allemand entre administration française et britannique. Cette revendication alimentait un sentiment de solidarité transfrontalière, particulièrement fort chez les communautés éwé.

### **Une indépendance acquise dans un contexte de tensions**

Si le 27 avril 1960 demeure associé à la liesse populaire, l'histoire de l'indépendance togolaise reste marquée par de profondes tensions politiques.

Christian Folly-Kossi rappelle que les rivalités entre formations politiques ont laissé des traces durables. Après la victoire électorale du CUT en 1958, les oppositions se sont accentuées entre partisans de la rupture et défenseurs d'une transition graduelle.

« Les divisions ne se sont pas arrêtées avec l'indépendance. Elles existaient déjà avant, autour des choix politiques et des rapports avec l'administration coloniale », souligne-t-il.

Les affrontements idéologiques ont parfois pris une tournure conflictuelle. Les rivalités entre mouvements politiques, les tensions régionales et les oppositions entre sensibilités ont progressivement structuré une culture politique marquée par la méfiance et la confrontation.

Dans son ouvrage consacré aux dynamiques conflictuelles du Togo, Christian Folly-Kossi analyse ces divisions comme des héritages historiques qui traversent encore la société contemporaine.

Pour lui, la période de l'indépendance n'a pas uniquement produit un sentiment d'unité nationale. Elle a aussi révélé les fragilités d'un pays confronté à la difficile construction d'un consensus politique.

### **Une ferveur populaire devenue célébration institutionnelle**

Les premières années de l'indépendance ont été marquées par une atmosphère de célébration spontanée. Dans les quartiers et les villages, les chants, danses et les rassemblements populaires accompagnaient les festivités.

A cette époque, le 27 avril représentait une victoire collective. « Les gens avaient le sentiment de sortir d'un régime de contraintes pour entrer dans une période d'espoir. On parlait de liberté, de dignité et de renaissance », se souvient Christian Folly-Kossi. Il évoque des scènes d'enthousiasme populaire où les familles célébraient l'événement avec ferveur. Les chefs traditionnels jouaient un rôle important dans la mobilisation communautaire, tandis que les responsables politiques incarnaient l'idéal de souveraineté nouvellement acquis.

Au fil des décennies, la nature de la célébration a évolué. Sous les différents régimes politiques, la fête de l'indépendance s'est progressivement institutionnalisée. Les défilés officiels, les cérémonies militaires et les manifestations protocolaires ont pris une place plus importante dans le calendrier commémoratif.

Pour Christian Folly-Kossi, cette transformation reflète l'évolution du rapport entre l'Etat et les citoyens. « Les premières célébrations étaient populaires et spontanées. Aujourd'hui, elles sont davantage cadrées et organisées autour des institutions », observe-t-il.

Cette évolution n'efface pas la portée symbolique du 27 avril, mais elle modifie la manière dont la population s'approprie cette date historique.

### **Une mémoire nationale confrontée à l'usure du temps**

Au-delà des célébrations officielles, Christian Folly-Kossi estime que la transmission de la mémoire historique représente un enjeu majeur.

Selon lui, les jeunes générations entretiennent un rapport plus distant avec les événements fondateurs de l'indépendance. L'éloignement temporel, les mutations sociales et l'évolution des priorités contribuent à réduire la place de cette mémoire dans l'imaginaire collectif. « Les nouvelles générations n'ont pas connu la conquête de l'indépendance. Elles vivent dans une autre réalité, marquée par les préoccupations économiques, l'emploi et l'avenir », explique-t-il.

Pour cet ancien haut fonctionnaire international, la connaissance de l'histoire demeure pourtant essentielle à la construction citoyenne. Il plaide pour une valorisation accrue de la mémoire nationale à travers l'école, la culture et la transmission intergénérationnelle.

Les récits familiaux, les témoignages d'anciens acteurs et les travaux d'historiens constituent, selon lui, des outils indispensables pour mieux comprendre les origines des défis actuels.



*M. Folly Kossi*

### Les divisions politiques, un héritage persistant

Dans son analyse de la société togolaise, Christian Folly-Kossi souligne la permanence des fractures politiques et sociales. Pour lui, les conflits apparus au moment de l'indépendance n'ont pas totalement disparu. Ils se seraient transformés au fil des décennies, nourrissant des oppositions récurrentes entre acteurs politiques, institutions et sensibilités régionales.

Dans son ouvrage en préparation, il décrit l'histoire contemporaine du Togo comme une succession de tensions liées à la centralisation du pouvoir, aux rivalités partisans et aux difficultés de construire une unité nationale durable. Il évoque notamment les héritages de la colonisation, les clivages entre courants politiques et les oppositions qui se reproduisent dans différents espaces de la société. « Les conflits ne concernent pas uniquement la politique. Ils se retrouvent parfois dans les organisations religieuses, les structures communautaires et les dynamiques sociales », observe-t-il.

Cette lecture se veut moins accusatrice qu'analytique. L'auteur affirme vouloir proposer une réflexion dépassionnée, orientée vers la compréhension des mécanismes historiques plutôt que vers la désignation de responsabilités.

### Repenser l'avenir à partir du passé

A l'occasion des 66 ans d'indépendance, Christian Folly-Kossi invite à une lecture lucide du parcours national. Pour lui, le 27 avril ne doit pas seulement être une date commémorative. Il doit aussi constituer un moment de réflexion sur les acquis, les insuffisances et les perspectives. « Chaque anniversaire de l'indépendance devrait être une occasion de bilan collectif. Il faut regarder le chemin parcouru et identifier ce qu'il reste à construire », estime-t-il.

Dans cette perspective, il plaide pour un « nouveau contrat social » fondé sur le dialogue, la responsabilité citoyenne et la cohésion nationale.

Son analyse met en avant la nécessité d'une mémoire apaisée, capable de reconnaître les blessures du passé tout en favorisant une vision commune de l'avenir. A travers ses écrits et ses prises de parole, Christian Folly-Kossi entend contribuer à cette réflexion, en proposant une lecture historique destinée à nourrir le débat public.

-----

## LA KARA, UNE REGION AUX POTENTIALITES MULTIPLES



*Le Président du conseil fière d'une jeunesse dynamique*

Perchée au cœur des monts Kabyè, la région de la Kara accueille sur une terre aux teintes rouges, sous un ciel souvent bleu, où traditions et modernités se rencontrent harmonieusement.

Deuxième grande ville du pays, située à environ à 420 km au nord de Lomé, la région de la Kara a pour chef-lieu Kara. Elle se trouve au Nord du Togo, entre la région des Savanes et la région Centrale, et partage une frontière avec le Bénin. La région couvre une superficie de 11 738 km<sup>2</sup> et compte environ 985 512 habitants, avec une densité de 84 hbts /km<sup>2</sup>, selon les résultats du 5<sup>e</sup> Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) de 2022.

### Une région riche en cultures et traditions

La population vit dans un climat tropical de type soudanien, caractérisé par deux saisons : une saison pluvieuse de mai à octobre et une saison sèche de novembre à avril.

Sur le plan administratif, les habitants sont répartis dans des villages installés entre collines, vallées et plateaux, au sein des sept préfectures que compte la région.

Dans le domaine de la ferronnerie, la Kara est réputée pour son savoir-faire en forge, notamment à Bassar où le battement du fer ne cesse de résonner sous les coups de marteau dans les forges à Bandjeli. Dans les montagnes de Tcharè, dans la Kozah, l'histoire et les coutumes liées au travail du fer continuent également de se transmettre de génération en génération.



*Une identité quinquennale de la Binah*



*Un des folklores de la Kéran*

La zone est riche en cultures et traditions. Véritable carrefour culturel, la Kara est reconnue pour ses fêtes traditionnelles telles que « Evala, Akpéma, T'bol-N'Nidak, Tislim-Difoïni-Oboudam, Sinkaring, Waa, Sintu Janjaagu et Kamaka », qui témoignent de l'identité et de la diversité de ses peuples.

### **Des terres fertiles et des cultures variées**

Sur le plan agricole, la région se distingue par ses terres fertiles dans les plaines de la Kozah, Binah et Dankpen, propices pour les cultures agricoles et maraîchères. On note des cultures variées telles que le maïs, le sorgho, le fonio, l'igname, le riz, le haricot, l'arachide et le coton. Dans le domaine de l'élevage, la région bénéficie de vastes terres favorables à l'élevage de petits ruminants et de volailles.



*Fonio*



*Une spécialité agricole du Grand Bassar*

### **Kara, l'une des régions les plus touristiques du Togo**

Kara est l'une des régions les plus touristiques du Togo, grâce à beaucoup de sites naturels, notamment les monts kabyè, le parc national de la Kéran (abritant divers animaux dont des éléphants ainsi que des paysages forestiers), la faille d'Alédjo, la cascade de Sara à Assoli, les chutes de Bafilo, les habitats traditionnels (soukalas) et la fonderie de Bassar. Des sites aménagés : aéroport et marché de fétiches de Niamtougou, le campus universitaire, le Koutammakou, classé patrimoine mondial de l'UNESCO, depuis 2004, ainsi que des hôtels et forêts communautaires, érigés dans les préfectures attirent également les visiteurs.

Autres atouts, la zone dispose d'un centre administratif majeur et d'une jeunesse nombreuse pour des travaux à forte intensité de main-d'œuvre. Elle capitalise aussi un savoir-faire artisanal en forge, poterie, tissage et vannerie, avec des matériaux naturels de construction (granite, latérite, argile) en abondance.



*Lutte traditionnelle dans la Kozah*



*Une tata du peuple Temberma*

### Des défis à relever

Cependant, malgré ses nombreuses potentialités, la région fait face à des défis, notamment le manque d'infrastructures de transformation et l'accès limité aux marchés. Elle ambitionne toutefois de devenir un pôle majeur de développement agro-industriel et touristique.

La région de la Kara, avec ses principaux groupes ethniques Kabyè, (majoritaires), Nawda, Lamba, Tem, Bassar et Konkomba, est une terre de richesse culturelle et humaine. Elle incarne un Togo enraciné dans ses traditions, mais résolument tourné vers l'avenir.

## LA REGION MARITIME DU TOGO : UN POLE STRATEGIQUE AUX RICHESSES MULTIPLES

Par BODJONA Bassanta Gabriel

Située à l'extrême sud du Togo, la région Maritime s'impose comme l'une des zones les plus dynamiques et stratégiques du pays. Si Lomé concentre une grande partie des activités administratives et économiques, les autres localités n'en demeurent pas moins riches en potentialités.

Des préfectures telles que Zio, Vo, Yoto, Lacs, Bas-Mono, Avé et Agoè-Nyivé disposent de ressources variées, naturelles, agricoles, industrielles, touristiques et culturelles, capables de jouer un rôle majeur dans le développement national.



### Une agriculture florissante au cœur de la région

En dehors de Lomé, la région Maritime bénéficie de vastes terres fertiles propices à l'agriculture. Grâce à un climat tropical humide et à des sols riches, elle se prête aussi bien aux cultures vivrières qu'aux cultures commerciales.

Le maïs, le manioc, le niébé, l'arachide, le riz ainsi que de nombreux légumes maraîchers (tomate, piment, laitue, gombo, oignon) y sont largement cultivés. Les zones

de Yoto, Vo et Zio se distinguent particulièrement par leur production agricole, notamment en maraîchage et en cultures de contre-saison.

La présence de cours d'eau et de zones humides favorise l'irrigation, permettant une production agricole continue tout au long de l'année. Cette situation offre des perspectives importantes pour le développement de l'agro-industrie et de la transformation locale.

Par ailleurs, l'élevage (volailles, petits ruminants, porcs) constitue une activité complémentaire essentielle, contribuant à la sécurité alimentaire et à la diversification des revenus.

### **Pêche et aquaculture : un potentiel encore sous-exploité**

La région Maritime dispose d'un réseau hydrographique dense composé de lagunes, de lacs et de cours d'eau, notamment dans les zones des Lacs et du Bas-Mono.

Des localités comme Aného et Agbodrafo, ainsi que les villages riverains du lac Togo, vivent principalement de la pêche artisanale. Poissons, crevettes et autres produits aquatiques alimentent les marchés locaux et régionaux.

Le développement de l'aquaculture moderne représente une opportunité majeure. L'installation d'étangs piscicoles et la production de poissons d'élevage pourraient réduire les importations et générer de nombreux emplois, notamment pour les jeunes.

### **Un potentiel industriel solide et diversifié**

La région Maritime constitue l'un des principaux pôles industriels du Togo, grâce à ses ressources naturelles et à ses infrastructures.

Le calcaire, abondant dans la préfecture de Yoto, notamment à Tabligbo, alimente l'industrie du ciment. Cette ville abrite d'importantes unités de production de clinker et de ciment, faisant d'elle un centre industriel clé.

La région dispose également de gisements de phosphates dans les zones de Hahotoé, Kpogamé et Vo. Leur exploitation joue un rôle stratégique dans l'économie nationale, notamment dans la fabrication d'engrais et les exportations.

En parallèle, le développement des industries agroalimentaires représente une opportunité majeure. La transformation du maïs, du manioc, du soja, de l'ananas ou encore de la canne à sucre permettrait de valoriser la production locale et de réduire les pertes post-récolte.

### **Un potentiel touristique remarquable**

En dehors de Lomé, la région Maritime possède un potentiel touristique remarquable encore peu exploité. Aného, ancienne capitale du Togo, séduit par son patrimoine historique et son architecture coloniale. Le lac Togo, les plages d'Agbodrafo et d'Aného offrent des opportunités pour le tourisme balnéaire et les activités de détente.

La région abrite également des sites écotouristiques comme les forêts sacrées, les aires protégées et le parc national de Togodo, favorables au développement de l'écotourisme et à la préservation de la biodiversité.

### **Un véritable carrefour culturel**

La région Maritime est un véritable carrefour culturel. Les traditions, les rites vodou, les danses folkloriques et les fêtes coutumières y occupent une place centrale. Des localités comme Aného et Glidji sont particulièrement connues pour leurs manifestations culturelles, attirant de nombreux visiteurs.

L'artisanat y est également très développé : poterie, tissage, sculpture sur bois, vannerie... Autant de savoir-faire qui méritent d'être davantage valorisés à travers des circuits touristiques et des coopératives.

### **Un carrefour d'échange commercial**

Grâce à sa proximité avec le Ghana et le Bénin, la région Maritime bénéficie d'un fort potentiel commercial. Les échanges transfrontaliers y sont dynamiques et les marchés locaux jouent un rôle clé dans la circulation des biens.

Les axes routiers reliant Tsévié, Aného, Tabligbo et les autres localités facilitent les déplacements et le transport des marchandises, renforçant ainsi l'attractivité économique de la région.

### **Un levier de développement à valoriser**

La région Maritime du Togo, au-delà de Lomé, regorge de richesses dans les domaines agricole, halieutique, industriel, touristique, culturel et commercial.

Une meilleure valorisation de ces potentialités à travers des infrastructures adaptées, le soutien aux producteurs, la promotion du tourisme et l'encouragement de l'entrepreneuriat local pourrait transformer cette région en un véritable moteur de croissance durable pour le pays.

## **CITOYENNETE ET VALEURS DE LA REPUBLIQUE :**

### **UN SOCLE INDISPENSABLE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA COHESION SOCIALE AU TOGO**

*Par Nadège ATANA*

La construction d'une nation forte, stable et prospère repose essentiellement sur l'engagement des citoyens à respecter et à promouvoir les valeurs de la République. Dans un contexte marqué par des mutations sociales et des défis liés au vivre-ensemble, la sensibilisation de la population sur les notions de citoyenneté apparaît comme une nécessité. Elle constitue un levier essentiel pour renforcer la cohésion sociale, consolider la paix et favoriser un développement durable.



*Dossavi Anku*

### ***Citoyenneté, un ensemble de droits et devoirs***

La citoyenneté, bien au-delà de la simple reconnaissance juridique d'un individu comme membre d'un Etat, renvoie à un ensemble de droits et devoirs. Être citoyen togolais, c'est non seulement jouir de ses droits civiques, politiques et sociaux, mais aussi assumer pleinement ses responsabilités vis-à-vis de la nation. Cela implique notamment le respect des lois, la participation à la vie publique, la contribution au développement économique et social, ainsi que la défense de l'intérêt général.

Les valeurs de la République reposent sur les principes fondamentaux tels que le respect de la loi, la justice, la solidarité, la tolérance, la discipline, l'intégrité et le patriotisme. Ces valeurs constituent le socle du vivre-ensemble et garantissent une coexistence pacifique des différentes composantes de la société. Elles permettent également de renforcer le sentiment d'appartenance à une même nation, au-delà des différences ethniques, culturelles ou religieuses. Cependant, malgré leur importance, ces valeurs sont parfois mises à rude épreuve dans le quotidien des citoyens, entraînant l'incivisme.

Selon M. Dossavi Anku, administrateur civil de classe exceptionnelle, la citoyenneté est le fait pour une personne d'appartenir à un Etat et de participer à la vie de la société. A l'en croire, le citoyen a certes le droit de s'exprimer, de voter, d'être protégé par la loi, mais il a aussi le devoir de payer les impôts, de respecter la loi ainsi que les concitoyens et de participer au développement du pays.

### ***Comportement d'un bon citoyen***

M. Dossavi explique que le comportement d'un bon citoyen repose sur des attitudes responsables et respectueuses envers les concitoyens et le pays. Il a rappelé quelques

attitudes d'un bon citoyen, à savoir : respecter les lois et les règles, se conformer aux textes en vigueur, adopter une bonne conduite, participer à la vie de la société, protéger les biens publics, faire preuve de solidarité ainsi que d'intégrité et promouvoir les valeurs de la République.

### ***L'incivisme et ses conséquences***

L'administrateur civil définit l'incivisme comme un ensemble de comportements qui manquent de respect aux règles de vie en société et aux valeurs citoyennes. Il s'agit du non-respect des règles établies, de la corruption, de la dégradation des biens publics et du manque d'engagement citoyen, entre autres. Le non-respect du code de la route, l'insalubrité, la fraude, le vandalisme ou encore le refus de participer aux actions communautaires sont aussi des manifestations de l'incivisme.

Ces comportements traduisent un déficit de conscience citoyenne ainsi qu'une méconnaissance des valeurs républicaines. Ils ont des conséquences néfastes sur le développement du pays et la qualité de vie des populations et constituent des entraves aux efforts des pouvoirs publics et des acteurs du développement pour l'amélioration des conditions de vie des populations.

### ***Rôle de l'autorité publique***



*Le préfet Dr Tinaka*

Les autorités publiques jouent un rôle primordial dans cette dynamique de citoyenneté. Elles ont la responsabilité de promouvoir les valeurs républicaines à travers des politiques publiques adaptées, des programmes d'éducation civique et des initiatives de sensibilisation à grande échelle. De même, les organisations de la société civile, les leaders communautaires, les médias et les acteurs religieux doivent contribuer activement à la diffusion de ces

valeurs au sein de la population.

Le préfet d'Agoè-Nyivé, Dr. Tinaka Wédiabalo Kossi a fait savoir que sa mission en tant qu'autorité publique est « d'éduquer, d'encadrer et de protéger les citoyens ». L'autorité publique veille au respect des droits fondamentaux de chacun tout en rappelant les devoirs qui garantissent l'ordre, la paix et la cohésion sociale. Elle assure également l'application des lois de la République et lutte contre toute forme d'incivisme.

Au-delà de ce rôle régalien, dit-il, « l'autorité publique encourage la participation citoyenne car une nation forte repose sur l'engagement responsable de ses citoyens dans les décisions et les actions de développement. Au Togo, nous réaffirmons notre engagement à promouvoir une citoyenneté active, responsable et solidaire, gage d'un développement harmonieux et durable ». Il invite chacun et chacune à jouer pleinement son rôle de citoyen pour construire ensemble une société plus juste, plus unie et plus prospère.

### ***Comment promouvoir les valeurs citoyennes ?***

M. Abassem Essokayélé, chef de division et coordonnateur des services de l'état civil des communes d'Agoè-Nyivé rappelle que « les valeurs citoyennes sont des principes qui guident le comportement d'un bon citoyen dans la société. Elles favorisent un vivre-ensemble dans le respect, la solidarité et la paix ». M. Abassem a fait savoir qu'il respecte les personnes sans discrimination, met en pratique les règles et les lois du pays, participe à la vie de la société, et s'implique dans la communauté. « Je respecte les lieux publics, je paie mes taxes et impôts et respecte les règles de la circulation », a-t-il indiqué.

### ***De la nécessité d'adopter des comportements exemplaires***

Les dirigeants, les responsables publics et les leaders d'opinion doivent incarner les valeurs qu'ils prônent. Leurs comportements influencent largement ceux des citoyens et contribuent à instaurer un climat de confiance et de respect au sein de la société.

La citoyenneté et le respect des valeurs de la République représentent un socle fondamental pour le développement et la cohésion sociale. Leur promotion nécessite l'engagement de tous les acteurs, autorités publiques, société civile, familles, écoles et citoyens. C'est en cultivant ces valeurs au quotidien que le Togo pourra relever les défis auxquels il est confronté et construire un avenir meilleur pour les générations présentes et futures.

## **PARTICIPATION CITOYENNE :**

### **UN LEVIER ESSENTIEL POUR UNE GOUVERNANCE LOCALE EFFICACE**

*Par Diane MINLEKIB*

La décentralisation place aujourd'hui les citoyens au cœur de la gestion des affaires locales. Dans les 117 communes togolaises, cette dynamique participative apparaît comme un facteur déterminant pour améliorer la gouvernance, renforcer la transparence et répondre efficacement aux besoins des populations. À travers plusieurs témoignages recueillis auprès des citoyens et acteurs locaux, il ressort que si des avancées sont perceptibles, des défis persistent quant à l'implication réelle des



*Le maire de Tone 3 (tenue bleue au milieu) et les citoyens*

Selon le député Touh Pahorsiki, consultant et ancien directeur de la décentralisation et des collectivités locales, un citoyen est avant tout un acteur jouissant de droits civils et politiques, et qui est engagé dans le développement local. La participation citoyenne se définit comme l'implication active des citoyens dans la prise de décisions et le suivi de la gestion des affaires publiques.

### **Actions communales, et attentes des populations**

D'après le sieur Koffi, citoyen de la commune Golfe 7, la gestion de la commune est jugée « acceptable » même s'il souligne certaines insuffisances : « Certains efforts sont visibles, notamment l'entretien de certaines voies et l'organisation d'activités communautaires.

Cependant, des problèmes tels que l'insalubrité dans certains quartiers, le manque d'éclairage public et la gestion efficiente des déchets persistent ». Bien qu'il n'ait jamais participé aux travaux communautaires, il affirme se sentir concerné par les décisions locales, qui influencent directement son quotidien, notamment en matière de sécurité et d'infrastructures. Pour améliorer la situation, il fait un appel aux autorités : « Je demanderais aux autorités de renforcer la communication avec les citoyens, de développer les infrastructures de base et d'impliquer davantage la population dans la prise de décisions ».



*Des citoyens à une journée Togo propre*

Dame Afi, enseignante dans le Golfe 3 reconnaît une faible visibilité des actions municipales. Elle indique ne connaître que très peu d'initiatives de la mairie, à l'exception de la légalisation des documents.

De son côté, M. Kpatcha Roméo, chargé de communication, affirme : « J'habite dans la commune d'Agoè-Nyivé 4 et je ne suis pas au courant de ce qui se fait au niveau de la mairie. Je pense qu'elle ne communique pas assez sur ses activités. Elle devrait disposer d'une radio communale pour diffuser les informations, informer la population de l'existence de ses canaux de communication lors des sessions et inviter les citoyens à y participer ».



*Cérémonie d'ouverture d'une session*

Un citoyen de la commune d'Agoè-Nyivé 5, Gbendji Kokou Josué originaire du Moyen-Mono 2, confie : « La gestion actuelle de la commune d'Agoè-Nyivé 5 va bien. La population commence à ressentir que la mairie est présente. La délivrance de certains documents ou actes est désormais plus facile et les distances sont un peu raccourcies. Toutefois, nous déplorons que des décisions prises au niveau local restent sans application. Je participe aux travaux communautaires. J'ai déjà pris part à une session dans ma commune d'origine et j'ai remarqué que toutes les couches sociales y étaient représentées ».

### **Une volonté d'implication au niveau des autorités locales**

Pour le maire de Tone 3, Douli Nanmoupa, la participation citoyenne est un principe de la gestion communale. Il souligne que la décentralisation repose sur une gouvernance inclusive, participative et concertée. Selon lui, « les populations sont impliquées à toutes les étapes des projets de développement : de la planification à la mise en œuvre, jusqu'au suivi-évaluation. Plusieurs mécanismes formels existent pour encourager cette participation, notamment les sessions du conseil municipal, les rencontres communautaires, les séances de sensibilisation et les causeries-débats organisées avec l'appui des organisations de la société civile »

### **Une participation encore perfectible**

D'après le consultant Touh Pahorsiki ; le citoyen joue un rôle central dans un système décentralisé. Il le qualifie « d'acteur de premier rang » dans la vie de la commune. Pour lui, il revient aux autorités locales de créer un cadre favorable, à travers des stratégies adaptées et un management efficace, afin de stimuler cette participation.

L'expert souligne également que l'implication des populations est essentielle, car elle permet d'aligner les actions de développement sur les besoins réels exprimés par les citoyens. Ces derniers constituent

Pour dame Amavi, habitante de la commune d'Agoè-Nyivé 5 : « Je n'ai jamais participé à une activité de ma mairie. J'appelle les autorités de la mairie à nous arranger le tronçon Entreprise de l'Union qui va vers Zossimé. C'est difficile pour nous qui prenons ce tronçon chaque jour. ». Une autre habitante du Golfe 4 déclare que « La mairie vient faire le ramassage des ordures ménagères chez nous ; c'est tout ce que je sais des activités de la mairie ».



*Des autorités locales et des citoyens*

ainsi le socle de toute initiative de développement local

Touh Pahorsiki met en avant l'importance de structurer la participation citoyenne. « Celle-ci est facilitée lorsque les populations sont organisées en groupes ou représentées par des structures locales capables de relayer les informations et de mobiliser les citoyens ». Il recommande d'organiser les acteurs selon leurs secteurs d'activité, leurs intérêts et leurs attentes. Ces structures permanentes jouent un rôle clé dans l'encadrement, la mobilisation et la coordination des actions au niveau communal, favorisant ainsi une participation plus efficace et durable.

Au regard de ces différents témoignages, il apparaît que la participation citoyenne, bien qu'intégrée dans les principes de gouvernance locale, reste encore perfectible dans sa mise en œuvre. Le manque d'information, la faible implication des citoyens et les insuffisances dans la communication constituent autant d'obstacles à surmonter.

Une participation active et structurée des citoyens demeure indispensable pour garantir une gouvernance locale efficace, inclusive et adaptée aux réalités du terrain. Elle représente ainsi un levier incontournable pour le développement durable des communes.



**ATOP**

Pour vos articles, reportages

Nous contacter.



Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg

## NOUVELLES DE L'ETRANGER

### LE NIGER ET LE MALI ACCUSENT DES VOISINS DE L'AES DE SOUTENIR LE TERRORISME

**Africanews** - Les ministres des Affaires étrangères du Niger et du Mali ont accusé les pays voisins de soutenir le terrorisme, mais se sont dits prêts à coopérer sur certaines questions avec le bloc régional ouest-africain, la CEDEAO, dont ils se sont officiellement séparés l'année dernière.

Ces accusations soulignent les divisions régionales en Afrique de l'Ouest qui peuvent compliquer les efforts visant à endiguer la violence djihadiste à travers le Sahel, une ceinture de terre semi-aride s'étendant à travers l'Afrique.

Le Mali, le Niger et le Burkina Faso voisin luttent contre les insurrections djihadistes depuis plus d'une décennie. Ces trois pays sont dirigés par des gouvernements militaires qui ont pris le pouvoir lors de coups d'État, puis se sont séparés de la CEDEAO pour former leur propre bloc, l'Alliance des États du Sahel (AES).

« Il y a des pays voisins qui abritent actuellement des groupes terroristes, soutiennent des groupes terroristes ou accueillent fréquemment des forces hostiles qui mènent des opérations contre nous », a déclaré le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, à Reuters en marge d'un forum sur la sécurité au Sénégal lundi soir. Il a refusé de nommer les pays voisins auxquels il faisait référence, mais a ajouté que des puissances étrangères extérieures à la région étaient également impliquées. Il a déclaré que des mercenaires ukrainiens avaient attaqué le Mali et revendiqué ces attaques, faisant apparemment référence aux commentaires d'un porte-parole de l'agence de renseignement militaire ukrainienne (GUR) concernant les combats dans le nord du Mali en 2024.

L'Ukraine avait déclaré à l'époque qu'il n'y avait aucune preuve qu'elle ait joué un rôle dans ces combats. Elle a depuis nié avoir fourni des drones aux rebelles dans le nord du Mali.

Les tensions ont également été vives entre le Mali et la Mauritanie ces dernières semaines, le Mali affirmant que deux de ses soldats étaient détenus par des groupes armés de l'autre côté de la frontière, et la Mauritanie se disant offensée par cette accusation, qu'elle a niée.

Le ministre des Affaires étrangères du Niger, Bakary Yaou Sangare, a déclaré dans un discours prononcé lors du forum que de nombreux pays cherchant à coopérer avec le Niger en matière de lutte contre le terrorisme « alimentent, financent et soutiennent » également le terrorisme dans le pays. Africanews

### ----- **MACKY SALL DEFEND SA CANDIDATURE AU POSTE DE SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU**

**Africanews** - Clôturant, le mercredi 22 avril, la série d'auditions organisées par l'Assemblée générale de l'ONU, l'ancien président Macky Sall s'est présenté en candidat déterminé à incarner un leadership global, au-delà des clivages géopolitiques.

Cette phase d'échanges s'inscrit dans le processus de désignation du futur secrétaire général, appelé à succéder à António Guterres à l'issue de son mandat.

Seul Africain en lice parmi les quatre prétendants, l'ancien président sénégalais se distingue également par un parcours extérieur à l'organisation onusienne. Une singularité qu'il assume, préférant mettre en avant une expérience politique nationale et internationale plutôt qu'un ancrage institutionnel interne.

« Je ne suis pas ici simplement comme une voix du Sud s'immisçant dans les affaires du Nord », a-t-il déclaré devant les États membres. « Après un secrétaire général issu du Nord, il est légitime que je me porte candidat. Ce qui importe, c'est de désigner la personne la plus apte à diriger l'organisation dans le contexte actuel. »

Cependant, sa candidature, portée par le Burundi, ne fait pas consensus sur le continent. L'absence de soutien de l'Union africaine constitue un revers notable, d'autant que vingt États membres, dont le Sénégal, s'y sont opposés.

Face à ces réticences, Macky Sall a tenu à rappeler la lettre de la Charte des Nations unies : « Pour être candidat, il suffit d'être parrainé par un État membre. Idéalement, ce soutien émane de votre propre pays, mais son absence ne saurait constituer un obstacle. Je ne suis pas superstitieux », a-t-il lancé, sur un ton mêlant pragmatisme et défi.

La désignation du prochain secrétaire général est attendue à l'automne, pour une prise de fonctions le 1er janvier 2027. D'ici là, les tractations diplomatiques s'annoncent décisives dans une élection où équilibres régionaux et jeux d'influence pèseront lourdement. Africanews

### ----- **RWANDA :**

#### **UN DICTIONNAIRE KINYARWANDA VEUT FAVORISER L'USAGE DE CETTE LANGUE DANS LES NOUVELLES TECHNOLOGIES**

**Kigali, (RFI)** - L'académie de l'Héritage culturel du Rwanda a publié pour la première fois, il y a quelques semaines, un dictionnaire créant de nouveaux termes pour le secteur des nouvelles technologies.

L'objectif est de définir une nouvelle terminologie en kinyarwanda dans un secteur souvent dominé par des langues étrangères, notamment l'anglais, et valoriser la langue nationale en l'adaptant aux réalités et innovations de l'époque. Un projet nécessaire pour les professionnels rwandais de la tech.

« *Indebero* » pour écran, ou encore « *ubwenge buhangano* » pour l'intelligence artificielle : au total, plus de 1 700 termes kinyarwanda sur les nouvelles technologies sont listés dans le dictionnaire.

Une initiative importante pour Alain Parfait Mucyo, co-fondateur d'Almasi Exotics, une entreprise d'agribusiness : « On est en train de créer une application, mais comment je peux expliquer aux agriculteurs que j'utilise l'intelligence artificielle pour leur envoyer des prévisions météo? », s'interroge l'entrepreneur. Il me faut une description précise du terme en kinyarwanda pour qu'ils comprennent. Comprendre dans sa langue maternelle, ça change la donne pour tout le monde », souligne-t-il.

Dans les locaux de Digital Umuganda, une entreprise rwandaise d'intelligence artificielle, les réunions internes mélangent l'anglais et le kinyarwanda. Audace Niyonkuru, son président, estime qu'« *une fois ces nouveaux mots adoptés, le mélange des langues y sera de moins en moins important* ». Des termes qui, pour lui, doivent être partagés à tous niveaux, dans l'éducation, dans les médias, sur les réseaux sociaux.

L'entreprise travaille à développer les langues africaines dans le secteur de l'intelligence artificielle. Pour le PDG, les nouvelles terminologies en kinyarwanda représentent une aubaine. « *Nous allons incorporer ces mots dans les bases de données que nous construisons pour que d'autres start-up ou chercheurs puissent les utiliser*, explique-t-il. *C'est une des clés de ce que nous allons faire afin que, dans notre secteur, l'IA nous réponde avec des termes locaux au lieu du mot anglais ou français.* »

Derrière ce dictionnaire se cache l'Académie du patrimoine culturel rwandais, organisation publique en charge de la préservation de la culture du pays. « *On a constaté qu'il y avait un besoin de termes en kinyarwanda sur le domaine informatique* », souligne Egide Kabagema, l'un des lexicologues ayant travaillé sur l'élaboration de l'ouvrage.

Pour ce faire, les académiciens ont réalisé un travail de recherche pour établir leurs néologismes, souvent inspirés de termes existants. « *Par exemple, "unima", ça vient du mot "mutima", le cœur. Et qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire processeur, parce qu'il y a une certaine relation entre le cœur et le processeur, élément principal pour l'ordinateur* », étaye-t-il.

Développé pendant plus de trois ans, le dictionnaire sur les nouvelles technologies s'inscrit dans la politique de développement de l'usage technique du kinyarwanda, après la publication d'autres dictionnaires, notamment pour le secteur des finances. RFI



**ATOP**

Pour vos articles, reportages

Nous contacter.



Actualités, Proximité



## SPORT

### ÉLIMINATOIRES MONDIAL U-17 FEMININ 2026 :

#### **CAP SUR LE DEUXIEME TOUR**

Pendant dix jours, les éliminatoires de la Coupe du Monde Féminine U-17 de la FIFA, Maroc 2026 ont offert un condensé de chaos maîtrisé : des pluies de buts, des renversements improbables et des confirmations attendues. À la clé, seize équipes encore debout, lancées vers un objectif clair : décrocher l'un des quatre billets pour le Mondial prévu au Maroc du 17 octobre au 7 novembre 2026.

Dès l'aller, les intentions étaient limpides. Le Cameroun a écrasé l'Algérie (5-1), la Guinée s'est imposée dans un match fou face au Niger (5-2), pendant que la Tanzanie et le Ghana prenaient une option sérieuse. Plus serrés, les duels Sénégal–Tunisie (1-1) et Côte d'Ivoire–Sierra Leone (0-0) laissaient planer le suspense.

Mais c'est au retour que tout a basculé.

Le choc ? Le Bénin. Battues 3-1 à l'aller, les Béninoises ont renversé le Burkina Faso avec un 4-0 impériale porté par un quadruplé de Romaine Gandonou. Dans la foulée, la Sierra Leone est allée s'imposer en Côte d'Ivoire (2-1), arrachant sa qualification dans les dernières secondes. Des scénarios à couper le souffle.

À côté de ces exploits, certaines nations ont imposé leur loi sans trembler. Le Cameroun a confirmé avec un 6-0, le Ghana a déroulé (6-0), tout comme l'Éthiopie (6-0). La Zambie, le Kenya et l'Ouganda ont également validé leur ticket avec autorité. Plus accroché, le Sénégal a fini par faire plier la Tunisie (2-1), pendant que la Tanzanie et le Burundi assuraient.

Place désormais au deuxième tour (22-31 mai), avec l'entrée en scène de poids lourds comme le Nigeria et l'Afrique du Sud.

Les affiches du deuxième tour des éliminatoires de la Coupe du Monde Féminine U-17 de la FIFA, Maroc 2026 :

Guinée - Nigeria

Bénin - Sierra Leone

Sénégal - Cameroun

Libéria - Ghana

Zambie - RD Congo

Éthiopie - Burundi

Tanzanie - Afrique du Sud

Kenya - Ouganda

Résultats du 1er tour des éliminatoires de la Coupe du Monde Féminine U-17 de la FIFA, Maroc 2026 :

Matches aller

#### **10 avril**

Botswana 2-3 Tanzanie

Buteuses : B. Setuket (38e), H. Lesotho (70e p) / F. Hassan (14e), B. Steven (41e), Z. Mlekwa (45+4)

#### **11 avril**

Tunisie 1-1 Sénégal

Buteuses : Y. Ayachi (49e) / M. Diop (27e)

Malawi 1-2 Burundi

Buteuses : E. Fabiano (14e) / B. Nikokwizera (25e), I. Tuyishemeze (50e)

Burkina Faso 3-1 Bénin

Buteuses : S. Rinahata (7e, 14e), D. Simporé (20e) / R. Gandonou (70e)

Sierra Leone 0-0 Côte d'Ivoire

#### **12 avril**

Soudan du sud 0-2 Éthiopie

Buteuses : Gizachew (23e), Ayele (33e)

Zimbabwe 0-2 Ouganda

Buteuses : Acen (11e), Nameseruka (15e)

Namibie 1-2 Kenya

Buteuses : K. Awases (84e) / L. Week (3e), F. Boke (6e)

Algérie 1-5 Cameroun

Buteuses : D. Benkhellat (11e) / V. Ebot (33e), R. Nkenhoung (48e 60e), M. Bikie (67e), A. Mimbama (86e)

Togo 0-2 Ghana

Buteuses : P. Mensah (16e, 64e)

**14 avril**

Niger 2-5 Guinée

Buteuses : Oumara Issaka Rakia (45e 90+5) / A.Touré (19e, 26e, 33e), A.Kouyate (58e), N. Camara (73e)

**17 avril**

Rwanda 0-2 Zambie

Buteuses : M. Precious (6e), G. Phiri (19e)

Matches retour

**17 avril**

Bénin (Q) 4-0 Burkina Faso

Buteuses : R. Gandonou (36e, 49e, 59e, 90e)

Côte d'Ivoire 1-2 Sierra Leone (Q)

Buteuses : A. Boka (32e) / M. Sengheh (83e), M. Tua (90+4)

**18 avril**

Ouganda (Q) 4-1 Zimbabwe

Buteuses : B.Nassaka (10e), I. Acen (34e), G. Aketogwanga (43e) T. Mora (85e) / S. Gwenhamo (45+1)

Burundi (Q) 2-1 Malawi

Buteuses : K. Nshizahabona (8e), L.Kezimana (12e)

Kenya (Q) 5-0 Namibie

Buteuses : B.Achieng (46e, 68e, 81e),E. Adhiambo (54e), E. Opiya (90+2)

Sénégal (Q) 2-1 Tunisie

Buteuses : M. Faty (28e), D. Diene (52e) / R. Ben Mabrouk (63e)

Ghana (Q) 6-0 Togo

Buteuses : J. Gyekyawaa (7e), Z. Shani (14e, 43e), S. Amadu (20e) P.Mensah (77e), S.Wahab (90+3)

Guinée (Q) 3-0 Niger,

Buteuses : A. Touré (37e, 41e), F.Soumah (78e)

Cameroun (Q) 6-0Algérie

Buteuses : T. Sekem Mindzie (13e, 45+1 53e),A. Mimbama (18e, 60e, 76e)

**19 avril**

Éthiopie (Q) 6-0 Soudan du Sud

Buteuses : S. Teshome (6e) A. Mihret (44e, 53e, 72e) L. Daniel (84e 90+4)

Tanzanie (Q) 3-0 Botswana

Buteuses : B. Steven (60e 90+3), H. Juma (83e)

**22 avril**

Zambia (Q) 2-1 Rwanda

Buteuses : F. Kapulungo (74e), N. Kasema (82e) / S. Uwabeza (9e)

À noter que le Libéria, l'Afrique du Sud et la République démocratique du Congo sont directement qualifiés pour le tour suivant suite aux retraits de la Libye, Djibouti et de la République centrafricaine. CAF

